

## Cahiers du Gedisst, no 18 : *Hommes et femmes dans le mouvement social*

Diane Lamoureux

Volume 10, numéro 2, 1997

Territoires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057953ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057953ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (1997). Compte rendu de [Cahiers du Gedisst, no 18 : *Hommes et femmes dans le mouvement social*]. *Recherches féministes*, 10(2), 239–242.  
<https://doi.org/10.7202/057953ar>

**Cahiers du Gedisst, n° 18 : Hommes et femmes dans le mouvement social.**  
Paris, L'Harmattan, 1997, 187 p.

Cette livraison des *Cahiers du Gedisst* (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail, laboratoire du CNRS) est centrée sur l'analyse des grèves de novembre-décembre 1995, rebaptisées «mouvement social» par les médias. Rétrospectivement, il est aisé de dire que ces grèves ont été très importantes, dans la mesure où elles ont signifié une certaine incapacité de la droite française à gouverner et ont contribué à ramener la gauche française au pouvoir lors des élections législatives de cette année, malgré le discrédit où elle était tombée après quatorze ans de mitterandisme.

Le projet central de cette collection de textes est de vérifier la pertinence analytique de la notion de «mouvement social sexué» élaborée par Danielle Kergoat (une des membres fondatrices du Gedisst) dans ses analyses des luttes sociales d'infirmières, luttes qu'elle situait à la charnière des luttes syndicales classiques pour l'amélioration des conditions de travail et des luttes féministes portant sur le respect des femmes et la reconnaissance de leur dignité dans et hors le champ du travail. À cette fin, les articles sont divisés en deux blocs, le premier portant sur la France et le second sur l'Amérique latine.

Dans l'introduction, Josette Trat situe la notion de mouvement social sexué pour en montrer la possibilité analytique, en insistant d'abord sur la multiplicité des rapports sociaux de domination qui s'entrecroisent dans les luttes sociales. Elle souligne également que si, dans les premiers moments de la lutte, avec la manifestation pour le droit à l'avortement et les grèves dans la fonction publique, la présence des femmes a été abondamment soulignée, la situation a changé du tout au tout avec l'entrée dans le mouvement des cheminots, alors que les commentaires ont retrouvé les lunettes classiques de l'analyse du mouvement syndical, comme si celui-ci ne se déclinait qu'au masculin. Elle en conclut que, si les femmes ont réussi à être actrices dans ce mouvement, comme individus participant aux luttes, elles ne sont pas parvenues à se constituer en sujet social collectif.

Le premier article, écrit par Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, effectue une comparaison entre les grèves de l'automne 1995 et celles de l'été 1953. Les similitudes sont nombreuses : la grève paralyse le pays mais est plutôt soutenue par l'opinion; l'élément déclencheur est une attaque gouvernementale contre des acquis sociaux et plus particulièrement la sécurité sociale; au-delà des revendications spécifiques, les grévistes prennent en charge la mise en forme d'un malaise et d'un mécontentement social généralisé. Zylberberg-Hocquard se pose ensuite la question de la place des femmes dans cette grève, dans un contexte où le travail féminin est remis en cause (puisqu'on est en plein dans le boom familialiste de l'après-guerre) et où le taux d'activité des femmes est à son niveau le plus bas dans le siècle. Elle montre que les femmes ont été présentes dans cette grève, mais que les directions syndicales auraient voulu les confiner à des domaines «féminins» comme la famille, les allocations familiales (p. 33). Cependant, les femmes grévistes de 1953 ont mis en avant des revendications qui se situaient à l'intersection de leur statut de femmes dans la société et de travailleuses occupant des positions subalternes dans la fonction publique. Plus encore, ce mouvement a permis à certaines d'entre elles d'échapper aux rôles féminins traditionnels, de prendre, «grâce à la grève, des responsabilités que la

vie leur avait refusées et [de se montrer] alors capables de résister aux ordres de réquisition, malgré les objurgations de leurs parents et les menaces policières» (p. 34). Et elle ajoute : «[p]ar cette conquête de leur dignité, en dehors de toute maternité, la seule gloire qui soit reconnue aux femmes, elles sont prêtes à commencer à remettre en cause leur traditionnelle dépendance dans la famille» (p. 34).

Le deuxième article, écrit par Josette Trat, analyse les grèves étudiantes, la manifestation pour les droits des femmes de novembre 1995 et les grèves du secteur public en fait de citoyenneté. Trat souligne ensuite le caractère exceptionnel du mouvement, tant par sa durée que par la confluence des actrices et acteurs sociaux qui l'ont caractérisé. Elle montre également le rôle que les femmes ont eu dans l'organisation pratique des grèves, insistant sur les liens interprofessionnels, l'organisation démocratique centrée sur la base plutôt que sur la hiérarchie syndicale et le caractère unitaire du mouvement. Elle s'interroge aussi sur les significations que l'on peut attribuer à ces luttes. D'abord, elle souligne que, même s'il n'y avait aucune solution de rechange d'ensemble à la politique gouvernementale, ce mouvement était porteur d'une vision du monde. Ensuite, elle montre leur impact dans l'émergence d'autres enjeux sociaux, comme les luttes des sans-papiers, par son effet légitimant de la révolte. Enfin, elle se questionne sur les possibilités de recomposition d'un mouvement féministe à partir de la manifestation pour les droits des femmes et des actions des femmes grévistes.

Le troisième texte porte sur l'analyse médiatique des luttes de l'automne 1995. Xavier Dunezat cherche à comprendre la place des femmes dans ces luttes, d'une part, et le traitement médiatique de cette présence, d'autre part. Après avoir mis en évidence que la question des femmes était présente dans l'actualité de l'époque, il montre que le traitement médiatique allait dans le sens d'un renforcement des stéréotypes sexistes. D'abord, il souligne que les femmes sont à peu près absentes des pages «opinions» ou «débats» concernant les luttes sociales. Ensuite, elles sont abondamment photographiées mais beaucoup plus rarement interviewées et citées dans les articles. S'attardant sur le traitement médiatique de la manifestation pour les droits des femmes, il fait remarquer que «l'analyse de la presse tend à laisser penser que cette concordance était davantage une juxtaposition de mouvements qu'une interaction au sein d'un même mouvement social» (p. 78). Enfin, il montre que la presse tend à reproduire les stéréotypes sexistes plutôt qu'à faire voir des indices de leur remise en cause dans les divers mouvements.

Le quatrième article, celui de Pierre Cours-Salies, est consacré aux interactions entre le collectif et le particulier. Se basant sur des conversations avec des personnes rencontrées au hasard durant cette période, il essaie ensuite de réfléchir sur la place et les prises de position des femmes dans les luttes, en prenant principalement appui sur les analyses de Flora Tristan, articulante luttes ouvrières et luttes des femmes dans *L'Union ouvrière*, texte écrit en 1844. Il en conclut qu'il faut reproblématiser le social en tenant compte de sa complexité et de l'imbrication de plusieurs enjeux sociaux qu'il n'est pas nécessaire de hiérarchiser. Ensuite, on doit penser les luttes sociales dans un cadre international et non dans celui de chacun des États. Enfin, il en appelle à la formulation d'une nouvelle utopie susceptible «de tracer un avenir capable de libérer des formes immédiates de la conscience malheureuse» (p. 114). La

première partie est complétée par une chronologie des événements de l'automne 1995 établie par Sophie Bérout.

La deuxième partie s'ouvre par un article de Jane S. Jaquette portant sur la place des femmes dans les processus de démocratisation en cours dans certains pays latino-américains. Soulignant leur rôle dans la chute des dictatures au Brésil, au Chili et en Argentine, Jaquette montre qu'elles semblent désormais avoir perdu leur pouvoir d'initiative. Plus particulièrement, elle met en lumière que la mobilisation politique des femmes s'est largement faite autour de la maternité, ce qui rend difficile la poursuite de la mobilisation autour des droits des femmes proprement dits : «les «mères militantes» pouvaient organiser des cantines populaires, ou manifester pour obtenir des dispensaires mais elles ne pouvaient pas participer à des manifestations pour les droits reproductifs des femmes, ce qui aurait conduit à penser qu'elles plaçaient les intérêts des femmes en tant qu'individus au-dessus des besoins de la famille» (p. 141). Certains démocrates vont même jusqu'à nier que les femmes aient des intérêts, insistant plutôt sur leurs besoins. Aussi les femmes ont-elles de la difficulté à apparaître comme force politique dans les nouvelles démocraties latino-américaines.

Le second texte porte sur les femmes zapatistes. Karen Kampwirth montre d'abord l'originalité du mouvement zapatiste qui a fait une première apparition médiatique fulgurante le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et qui ne cesse depuis de renouveler les stratégies de luttes politiques. Elle insiste sur le fait que le mouvement zapatiste comporte, y compris dans sa dimension de mouvement armé, une proportion non négligeable de femmes (le tiers) et que celles-ci ont joué un rôle dans la structuration même du mouvement et dans la définition de ses objectifs, dont la fameuse Loi révolutionnaire sur les femmes. Cela s'explique en grande partie par la modification des rapports sociaux de sexe dans les communautés indiennes du Chiapas et plus particulièrement du relâchement des contraintes communautaires à l'égard des femmes, du fait de la monétarisation de l'économie et d'une capacité accrue des femmes de communiquer en espagnol. Elle décrit ensuite comment les thématiques féministes ont cheminé au sein du mouvement zapatiste et les liens qui se sont établis entre les femmes autochtones du Chiapas et les militantes féministes «blanches» des centres urbains.

Dans l'ensemble, ce numéro est intéressant, mais il n'atteint pas son objectif de définition d'un mouvement social sexué. Les articles, pour la plupart captivants, nous montrent que l'analyse des luttes sociales en termes de mouvement social sexué est possible pour les sociologues, mais que cette dimension affleure rarement à la conscience des actrices et acteurs sociaux. La seule exception est probablement le dernier article qui montre comment certaines thématiques féministes ont contribué à structurer le mouvement zapatiste, même si l'hybridation n'est pas aussi ancrée que certaines le souhaiteraient. De façon générale, on y perçoit la difficulté d'intégrer les femmes dans une vision du social qui reste fortement marquée par la problématique de la lutte des classes.

Plus fondamentalement, ces articles démontrent, si cela était encore nécessaire, que la citoyenneté des femmes ne dépend pas uniquement de leur capacité à parler et à agir collectivement mais également de leur possibilité d'être écoutées et reconnues comme telles.

*Diane Lamoureux  
Département de science politique  
Université Laval*

**David Barry Gaspar et Darlene Clark Hine : *More than Chattel. Black Women and Slavery in the Americas.*** Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1996, 341 p.

Depuis le livre séminal de Gerda Lerner sur les esclaves femmes en 1972, de nombreuses études ont porté sur ce sujet puisque la bibliographie sélective de *More than Chattel* ne comporte pas moins de treize pages. Les responsables de la maison d'édition ont donc cherché à constituer dans le présent cas un ouvrage de référence sur l'ensemble de l'Amérique des plantations qui permet de confronter les expériences particulières de l'esclavage tout autant que les perspectives théoriques. Leur point de vue est basé sur le fait que les spécialistes de l'histoire qui ont employé le terme «esclave» sans s'interroger sur son sexe ou en faisant référence uniquement aux hommes ont manqué ou déformé la réalité étudiée. En effet : «Le genre a été une des forces les plus décisives dans la formation des sociétés esclaves [...] Les relations et attentes sexuées à l'intérieur des sociétés esclaves des Amériques constituaient une force puissante qui informait les vies des esclaves d'une telle manière que les femmes expérimentaient l'esclavage d'une façon très différente de celle des hommes. Les femmes noires étaient exploitées en tant qu'esclave tant dans leurs capacités reproductives que productives» même si elles ont été généralement surtout valorisées en tant que productrices (p. IX).

Les quinze articles portent sur l'Afrique, le Brésil, les États-Unis du Sud (Virginie et Louisiane) et les Caraïbes, anglaises comme françaises. Seules les Antilles hispanophones sont donc oubliées de ce vaste panorama écrit par les meilleurs spécialistes. D'abord, Claire Robertson compare l'esclavage au féminin en Afrique et aux Amériques et critique ceux et celles qui l'ont fait sans se préoccuper de la diversité sociale, sexuelle et géographique de l'Afrique. L'esclavage y présente un continuum de formes, des plus dures, proches de celui de l'Amérique des plantations, à des formes plus douces, donnant beaucoup d'autonomie aux esclaves et les intégrant rapidement dans un lignage libre, voire leur permettant exceptionnellement d'en former<sup>1</sup>, l'affranchissement et le marronnage (fuite) y étant beaucoup plus faciles. Sur la frontière brésilienne, étudiée par Mary Karash, les femmes étaient en nombre infime jusqu'à la fin du boom minier dans les années 1770. Beaucoup d'esclaves ont été vendues pour travailler dans les plantations de café du Minas Gerais, alors que la frontière devenait une zone d'économie agropastorale et que l'esclavage s'y faisait rare.

---

1. L'idée d'une «douceur» de l'esclavage lignager a été récemment critiquée par Harris Memel-Foté (1996a).